

Vers une nouvelle étape dans la lutte contre la guerre d'Algérie

(Suite de la première page)

ceptions humanitaires! Qu'elle meure pour que vive le colonialisme français.

Certains mettront peut-être en doute l'existence de telles intentions dans les milieux dirigeants français? Quelques renseignements sur le sort réservé aux condamnés à mort d'Alger suffiront sans doute à les convaincre. Pour Djamilia et les quatre autres condamnées, la nourriture à peine mangeable est servie non dans des assiettes, mais par terre, sur des morceaux de papier. Aucune des cinq femmes ne reçoit de paquets, de livres ou de visite. Djamilia Bouhired est gravement malade; un de ses bras est paralysé, à la suite des blessures et des tortures subies au moment de son arrestation. Il lui faudrait les soins d'un hôpital.

Mais de cela, pas question. Pas question non plus d'un contact avec son avocat, tant que celui-ci n'aura pas été reçu par Coty pour le recours en grâce.

Le cas de Djamilia Bouhired est le plus odieusement typique des méthodes de répression utilisées en Algérie. Il n'est pas le seul. On pourrait parler des époux Guerroudi, d'Huguette Timsitt, livrée aux parachutistes, de tous les travailleurs algériens qu'on arrête, qu'on déporte, qu'on torture chaque jour.

Toute cette répression a un sens politique. Elle est le démenti que s'infirme à lui-même le gouvernement français, tout plein de paroles optimistes sur le déroulement des opérations militaires. « Le terrorisme urbain est décapité, à Alger notamment. Les unités de l'Armée de Libération sont partout réduites à l'immobilisme. Plus que jamais, le dernier quart d'heure approche. » En fait, la situation est toute autre. Les combats, momentanément espacés, ont repris, avec une violence accrue. Des témoignages de journalistes étrangers parviennent qui montrent l'organisation croissante du F.L.N., l'appui populaire qui lui est accordé. La guerre continue et il faut toute la mauvaise foi officielle pour oser prétendre qu'elle tire à sa fin, à l'avantage de la France.

La vérité est que le gouvernement français, dans la mesure même où il refuse toute négociation, est obligé d'étouffer toute opposition à sa politique. S'il veut faire taire les appréhensions de ses alliés atlantiques, donner quelques garanties aux amateurs étrangers de pétrole saharien, il lui faut présenter une Algérie au visage serein. Gaillard et ses acolytes ont fait voter la « loi-cadre ». Celle-ci implique des élections, des organismes représentatifs. Empêchons surtout que ne s'expriment les véritables représentants du

peuple algérien. La logique de la guerre, c'est la répression et la torture. Et comme de plus en plus de Français répugnent à ce genre de besogne, les gouvernements successifs sont obligés de s'appuyer sans cesse plus sur les ultras-colonialistes.

Et maintenant, la répression s'intensifie en France. On vient d'interdire l'Union Générale des Étudiants Musulmans d'Algérie (U.G.E.M.A.), sans raison aucune, si ce n'est la solidarité, connue depuis longtemps, de tous ses membres avec le F.L.N. Khemisli, président de l'Union, arrêté en France, est illégalement emmené à Alger. Les fascistes peuvent triompher! Leurs méthodes gagnent la France. Le mouvement étudiant et universitaire tout entier est atteint par ce coup. L'unanimité s'était faite parmi les professeurs et les élèves pour se solidariser avec Maurice Audin, disparu à Alger. Le gouvernement s'est tu. Voilà sa réponse.

Les étudiants ont compris et ont organisé une manifestation unie contre le décret gouvernemental. Leur exemple doit servir. Car l'extension de la répression permet la continuation de la sale guerre, avec tout ce qu'elle comporte: morts, crédits civils bloqués, libertés démocratiques remises en question. Chaque coup porté à la politique gouvernementale représente une victoire pour le peuple travailleur.

Il est donc nécessaire plus que jamais de relancer la lutte contre la guerre. Il n'y aura de solution progressive au conflit algérien qu'imposée par l'alliance des travailleurs français et du peuple algérien.

La conférence afro-asiatique du Caire a décidé de faire chez les peuples d'Afrique et d'Asie du 30 mars une grande journée d'aide à la lutte du peuple algérien (1). La classe ouvrière française se doit de rejoindre cette manifestation; la solidarité révolutionnaire ne doit pas être limitée aux continents qui furent colonisés.

Il faut que dans la mesure du possible cette journée soit marquée par le vote de résolutions, par des arrêts de travail, des manifestations.

Que dès maintenant chacun fasse tout pour que se réalise, dans la préparation du 30 mars, le front unique des organisations ouvrières.

Une réussite le 30 mars, c'est un nouveau départ de la lutte

pour la paix en Algérie par les négociations avec le F.L.N., pour l'indépendance de l'Algérie.

(1) Nous avions, dans notre précédent numéro, donné la date du 1^{er} mars sur la base d'un texte de résolution qui portait cette date par erreur.

Les masses veulent une politique de combat

(Suite de la première page)

du premier secteur de Paris en janvier 1957: dès le premier tour, la droite bloqua sur le candidat indépendant, les partis ouvriers reculaient.

A Marseille, la droite fit un effort considérable pour apparaître forte au premier tour. Les poujadistes, Tixier-Vignancourt, soutinrent Fraissinet. On était dans la ville se trouvant aux portes de l'Algérie, où vivent à présent plusieurs milliers de fuyards rêvant d'une politique de force pour revenir au bon temps du colonialisme. Et voici que les résultats sont clairs: le P.C.F. progresse, le candidat socialiste progresse (donc sur sa droite, sur la petite bourgeoisie). Certes les programmes et les directions n'ont pas changé, et ce n'est pas pour eux que les travailleurs ont voté. Ce qui ressort nettement de ce vote, c'est un fort déplacement à gauche, quelque chose de l'ordre d'un accroissement de 20 à 25 % du pourcentage des voix des partis ouvriers, c'est-à-dire une radicalisation indiscutable.

Quelles que puissent être les manœuvres qui, entre le premier et le second tour, s'efforceront d'empêcher l'élection du candidat du P.C.F., qu'elles réussissent ou non, le premier tour de l'élection de Marseille, dans une circonscription de 400.000 électeurs, donne un témoignage sérieux des courants qui se développent actuellement dans les masses. A la surface, on voit encore le désarroi, l'apathie; dans le fond se préparent des tempêtes.

C'est là-dessus que les militants doivent miser avec confiance. Depuis la « Libération », on ne peut pas citer une circonstance où les masses n'aient pas répondu à un appel de lutte. Au contraire, ce sont de tels appels qui ont manqué. Les travailleurs se sont ainsi vus engager dans des actions qu'ils ne comprenaient pas, qui ne donnaient rien parce qu'elles ne pouvaient rien donner, et cela a développé chez eux une profonde méfiance envers des directions qui, soit les trompaient soit se montraient incapables. Instinctivement les masses veulent des actions sérieuses. En face de la construction de rampes de lancement, on leur lance la pétition N°... Les ouvriers du bâtiment de Bordeaux proposent de ne pas participer à cette construction, de s'y opposer. Ça c'est sérieux.

La lourde hypothèque des directions faillies — Mollet et Thorez, chacun à leur façon — peut et doit être levée.

Ne comptons évidemment pas trop sur la minorité du P.S. Sa publication d'un organe semi-confidentiel donne la mesure de son tardif courage. En même temps, il s'agit moins pour elle d'un appel aux travailleurs que de la préparation d'une direction socialiste de rechange pour la bourgeoisie.

La direction du P.C.F. ne sait où donner de la tête. Soudain, Thorez envoie une lettre à Guy Mollet, qui ne touchera pas les militants du P.S. et ne stimulera guère les militants du P.C.F., lesquels se rendent compte que leur Parti est atteint d'un mal profond.

Le programme d'une lutte capable de mobiliser les larges masses de ce pays est d'une grande simplicité. Il suffit de formuler ce que chacun veut:

— LA PAIX EN ALGERIE, L'INDEPENDANCE DE L'ALGERIE,

— LA DEFENSE ET L'AMELIORATION DU NIVEAU DE VIE DES MASSES.

— UNE OPPOSITION IMPLACABLE A LA CONSTRUCTION DE RAMPES DE LANCEMENT.

Un tel programme soumis par un parti révolutionnaire qui disposerait de l'audience du P.C.F., menant une campagne systématique de front unique, sur la perspective d'un gouvernement de front unique des partis ouvriers, aurait un écho considérable. L'élection de Marseille en est le garant. Mais il faut un parti qui réinspire la confiance aux masses, qui montre à celles-ci que cette fois-ci on ne loupera pas le coche, on ne votera pas les « pouvoirs spéciaux ». ...Comment cela peut-il se produire? Jusqu'à présent, ceci fut compris surtout par de faibles groupes de militants, par une organisation d'avant-garde comme notre section française de la IV^e Internationale. Mais il y a maintenant des milliers et des milliers de militants ouvriers dans le P.C.F. qui ont conscience de la détérioration des rapports entre la direction et les masses et qui disposent en eux-mêmes du moyen de changer décisivement cette situation. Qu'ils s'en prennent directement à une direction qui a odieusement compromis le communisme, qui s'est discréditée aux yeux des masses, et ils ranimeront de vastes espoirs parmi ceux qui, au cours des dernières années, se sont détachés de l'action militante, ils donneront à la classe ouvrière la perspective d'aller cette fois-ci dans une lutte d'ensemble, une lutte générale, une lutte révolutionnaire qui seule ouvrira la voie au socialisme.

Ce n'est pas du ciel ni d'un Khrouchtchev que pourra surgir une modification de la situation résultant d'une faillite complète des directions; seule l'action infatigable, tenace, audacieuse, de militants d'avant-garde, permettra de construire une nouvelle direction révolutionnaire qui saura rendre confiance et réaliser les possibilités gigantesques qui existent dans la volonté des masses de changer leur sort.